

SOUDAN : Nouvel épisode du cycle des mouvements démocratiques bourgeois en Afrique

Malgré l'émergence de luttes de classe défensives et l'existence de tendances libertaires au sein du mouvement démocratique bourgeois, la résultante est encore une fois la restructuration à chaud de l'État du capital en l'absence de tout mouvement politique prolétarien indépendant. Comme en Algérie, le mouvement est interclassiste, aspire à plus de libertés dans le cadre incontesté du capitalisme, est marqué par une forte participation des étudiants et des femmes et s'accompagne, quoique dans une moindre mesure, de mobilisations sur les lieux de production. Pour l'heure, les islamistes sont hors-jeu.

Une contestation massive, sociale et libertaire¹

Le mouvement de contestation a démarré le 18 décembre 2018 par des luttes revendicatives classistes lorsque le gouvernement soudanais, confronté à une économie en recul, à un effondrement de sa monnaie et à une inflation proche de 70 % sur un an, a imposé des mesures d'austérité et réduit les subventions étatiques sur le carburant et le pain². Une vague de protestations massives s'est ensuivie dans tout le pays. Les premiers cortèges et rassemblements ont lieu dans les villes d'Atbara et de Port-Soudan avant de gagner l'ensemble du territoire et en particulier la capitale, Khartoum. Des manifestants de toutes les régions soudanaises rejoignent cette dernière, dépassant, pendant un temps, les logiques tribales qui innervent la formation sociale soudanaise. La contestation s'étend aux provinces du Darfour, de l'Al-Jazirah, des Kordofan du Nord et du Sud, et du Nil Bleu. Sans surprise, les manifestants se recrutent principalement chez les tribus sédentaires, les nomades étant en majorité fidèles au régime.

Si la révolte cible d'abord les coupures d'électricité, la pénurie de produits de base et,

plus globalement, la dégradation des conditions de vie – les manifestants réclament des augmentations de salaire³ –, la dynamique du mouvement le porte toutefois à se doter de revendications politiques de nature démocratique bourgeoise. Les demandes en faveur d'un État laïc débarrassé de l'islam politique, assurant la liberté d'expression et organisé sur la base du parlementarisme, prônent aussi l'égalité entre les hommes et les femmes et décrètent la guerre à la corruption. En un slogan, les Soudanais dans la rue réclament « *liberté, paix et justice* » ainsi que la fin immédiate du régime militaire.

Au sein de ce mouvement, quoique minoritaires, certaines des franges les plus déterminées ont adopté des pratiques collectives libertaires marquées par la volonté de les réaliser sans faire appel à l'État, en alternative et en conflit avec ce dernier. Mouvement communiste qualifie de libertaires certaines luttes interclassistes quand elles concrétisent les aspirations aux libertés individuelles et collectives niées par les classes dominantes. Il s'agit d'aspirations égalitaires qui ébauchent des rapports sociaux échappant au contrôle du capital. Si, dans cette phase, elles s'expriment dans le cadre défini par les mouvements démocratiques bourgeois qui se cantonnent à viser la transformation de l'État par extension de la démocratie parlementaire, les luttes interclassistes libertaires ne méritent pas d'y être assimilées. Ces luttes ne sont

¹ Le Soudan est un pays où les luttes de classe défensives et les aspirations libertaires se sont exprimées à maintes reprises depuis l'indépendance, en 1956. Les mouvements de 1964, 1969, 1971, 1985 et plus récemment de 2013, ont été souvent réprimés dans le sang. Ces épisodes éruptifs ont été suivis de longues périodes de dictature.

² Le prix du kilo de pain triple alors, passant de 1 à 3 livres, soit de 2 à 6 centimes d'euro.

³ Le salaire moyen pour un ouvrier non qualifié est de 12 à 24 euros par mois.

évidemment pas des expressions prolétariennes. Toutefois elles pourraient se ranger aux côtés de la classe ouvrière si celle-ci existait « pour soi », si elle combattait pour sa libération. Par conséquent, le dépassement des limites des luttes interclassistes libertaires est entre les mains de la classe révolutionnaire. C'est l'enseignement de la dernière vague révolutionnaire des années 1960-1970.

Quand, comme à présent, la classe ouvrière ne se dote pas de son autonomie politique, ces mouvements interclassistes libertaires évoluent à la marge de la démocratie politique bourgeoise. De la sorte, ils sont condamnés à ne pas remettre en cause la dictature du capital. Dans certains cas, ils pourraient même la renforcer en dernière instance. Il y a là une différence de fond avec les luttes défensives (dites économiques) du prolétariat qui ont la potentialité, par elles-mêmes, de remettre en cause la dictature du capital

Mais, depuis de longues années, ces dernières restent à leur tour dans les limites de conflits compatibles avec la poursuite, voire le renforcement, du commandement capitaliste. Mais ces luttes de la seule classe productrice de nouvelle valeur de la société du capital constituent l'unique base possible de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme et ses États. Et ce à la condition qu'elles soient capables d'abandonner le terrain étriqué et finalement subalterne de la revendication pour engendrer, dans le feu du combat, une critique pratique collective du présent et la constitution, à chaud, du pouvoir ouvrier.

Quelques dates importantes d'une révolte démocratique

Bien que les luttes économiques aient labouré le terrain du mouvement démocratique bourgeois soudanais, le prolétariat est resté globalement à l'écart de ce dernier, même si des prolétaires y ont participé individuellement. Nonobstant, les protestations se sont aussi traduites par des interruptions sporadiques du travail à consonance politique, d'appels suivis à la grève générale et d'actions ponctuelles de protestation sur les lieux de production.

Le 24 décembre 2018, une première grève démarre à l'appel d'un rassemblement de professionnels de différents secteurs

impliquant plusieurs hôpitaux, à Khartoum notamment, et à laquelle se joignent de nombreux étudiants.

Le 28 mai 2019, pendant deux jours, des milliers de fonctionnaires et d'employés de banques et d'entreprises privées, cessent toute activité et paralysent plusieurs secteurs dans le but d'accroître la pression sur l'armée qui refuse de transférer le pouvoir aux civils. Dans différentes zones de Khartoum, des employés grévistes protestent en pleine rue. Des centaines de travailleurs de Port-Soudan, poumon économique du pays, rejoignent cette grève. Le trafic aérien est totalement interrompu et, à la gare routière de Khartoum, les employés cessent le travail pendant 48 heures.

En mai, une grève est menée pour obtenir des augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail dans une mine d'or exploitée par la société marocaine Manub, filiale de Managem.

Le 3 juin, les Forces de soutien rapide (*Rapid Support Forces*) interrompent un sit-in devant le quartier général de l'armée à Khartoum. Bilan : plus de 120 cadavres, dont un grand nombre jeté dans le Nil, et près de 200 blessés. Les manifestants occupaient la place sous les fenêtres de l'état-major militaire depuis le 6 avril, cinq jours avant le renversement du président Omar el-Bechir. Leurs représentants avaient négocié un accord avec le Conseil militaire de transition et avaient convenu d'une transition de trois ans qui aboutirait à des élections dites libres. Après ce massacre, une grève à l'aéroport de Khartoum s'étend à des entreprises de Port-Soudan. À Khartoum et ailleurs, l'appel à une grève de trois jours a été plutôt bien suivi par les commerçants, les employés de banque et du transport.

Le dimanche 9 juin, de nombreux établissements restent fermés, dont les institutions financières, les ministères et les services de l'aviation civile. Des petits barrages routiers sont érigés dans certains quartiers de Khartoum, où des affrontements ont lieu entre manifestants et policiers.

Le mouvement des femmes à l'avant-garde et...

Fait remarquable, la présence massive de femmes dans les défilés. Elles

représenteraient jusqu'à deux tiers des manifestants. Le mot d'ordre du régime était de « *s'attaquer aux femmes pour briser les hommes* »⁴. Intimidations, arrestations arbitraires, tortures et viols, et le dénigrement systématique auprès de la famille n'ont pas eu raison de la détermination des femmes en lutte. Ce fait est à souligner dans un pays où la charia est d'application depuis 1989, année d'intronisation du président déchu Omar el-Bechir.

La présence en nombre de femmes au sein du mouvement démocratique bourgeois, y compris durant les confrontations les plus dangereuses, est un exemple lumineux de révolte pour toutes celles et ceux qui sont opprimés à travers le monde par les jougs tribaux, religieux et machistes. Celles qui ne renoncent pas à la lutte ou qui simplement ne supportent plus leur soumission quotidienne sont considérées comme des femmes indignes, objets sexuels à dégrader et à punir. Leurs agresseurs du quotidien aussi bien que ceux des forces de l'ordre, indépendamment de leur situation sociale, ne sont pas des opprimés mais bien des oppresseurs, pétris de conceptions immondes des relations aux femmes.

Une restructuration démocratique de l'État au Soudan qui ne soit pas de simple façade est impossible sans que deux conditions soient remplies : la fin de la dépendance absolue des femmes de la sphère familiale et leur participation massive et durable au mouvement de transformation pour défendre leurs intérêts spécifiques.

... Les islamistes à la peine

Aujourd'hui, les islamistes sont très peu audibles au sein du mouvement démocratique bourgeois et, plus largement, dans la société soudanaise. Leur contre-manifestation du 25 mai 2019, qui prétendait placer « *la religion au centre du jeu* » et s'opposer « *à la disparition de la charia* », n'a pas eu le succès escompté. Des religieux hostiles au mouvement ont été chassés des mosquées notamment à Khartoum. À Atbara, berceau du syndicalisme soudanais, des bâtiments du service de rensei-

gnement, le NISS⁵, ont été incendiés. Dans la capitale Khartoum, les manifestants ont attaqué des lieux de réunion des islamistes. Enfin, les membres du Congrès National (le parti au pouvoir affilié aux Frères Musulmans au Soudan) ont été empêchés de se rassembler après une tentative d'incendier le bâtiment. La faillite des Frères Musulmans est donc complète dans le premier pays où ils ont conquis l'exécutif. Pour mémoire, le Soudan avait accueilli Ben Laden entre 1992 et 1996.

Les étapes du compromis entre l'armée et les démocrates bourgeois

Reposant sur les fondations tribales de la société civile, la rente et le clientélisme, l'État soudanais a rapidement vacillé face aux coups de boutoir de la rue. Confronté à des difficultés croissantes d'accès aux marchés mondiaux des capitaux, mis en difficulté à la suite de la crise financière mondiale de 2007 et au rétrécissement de ses zones de captation de la valorisation, il n'a eu d'autres choix que d'étendre sa base politique et sociale en tentant d'y inclure des pans entiers de la société civile. Et, contrairement à l'Algérie, où la société civile du capital peine à se donner une représentation politique alternative au régime en place, au Soudan elle dispose d'organisations et de représentants prêts à s'emparer de l'exécutif.

Le mouvement démocratique bourgeois est en effet dominé et organisé par des associations des professions libérales (médecins, pharmaciens, avocats, etc.) et de salariés qualifiés (ingénieurs, enseignants, etc.) via l'Alliance des Professionnels Soudanais (APS) et l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC). L'APS milite pour une transition démocratique, la fin du rôle politique de l'armée et la constitution d'un gouvernement composé par des civils.

- 11 avril : Les généraux de l'armée annoncent qu'Omar el-Bechir a été renversé, mais le sit-in se poursuit et le mouvement réclame un pouvoir civil.
- 17 avril : Omar el-Bechir est incarcéré à Khartoum.

⁴ Source : <https://edition-m.cnn.com/2019/05/17/africa/sudan-protests-asequals-intl/index.html>

⁵ Le *National Intelligence Security Service* (le service national de renseignement et de sécurité) forme une sorte de garde prétorienne du régime, mélange de milices fascistes et de pilleurs, défenseurs de l'islam radical.

- 20 avril : Début des pourparlers entre les dirigeants militaires et les représentants du mouvement démocratique bourgeois.
- 14 mai : Les militaires et les chefs démocrates bourgeois annoncent un accord sur une période de transition de trois ans.
- 16 mai : Report des pourparlers en raison de la levée de plusieurs barricades par l'armée.
- 17 août : L'accord ouvrant la voie à un gouvernement de transition est signé en présence de dirigeants de pays de la région, les présidents du Tchad, Idriss Déby, du Kenya, Uhuru Kenyatta, et du Soudan du Sud, Salva Kiir, ainsi que des Premiers ministres éthiopien et égyptien. En vertu de cet accord, un conseil composé de six civils et de cinq généraux devra diriger le pays jusqu'aux prochaines élections. Un Premier ministre, choisi parmi les représentants démocrates bourgeois, sera nommé la semaine suivante.
- 5 septembre : La liste des membres du nouveau gouvernement de l'après Omar el-Bechir est annoncée par le Premier ministre Abdalla Hamdok. L'exécutif compte 18 ministres. Pour la première fois, c'est une femme qui est en charge de la diplomatie, Asma Abdalla. Trois autres femmes font partie de la nouvelle équipe gouvernementale.

Au moment où nous écrivons, en dépit de l'accord formel entre la société civile et l'armée, c'est toujours bien cette dernière qui est aux commandes. Elle escompte la division du mouvement entre ceux qui sont tentés par l'aventure démocratique encadrée par les militaires et ceux qui veulent continuer la lutte. À ce jour, personne ne peut préjuger de la réaction des étudiants et des femmes. Des réactions sporadiques existent toujours et des manifestants refusent que la transition soit assurée par les militaires. L'instabilité sociale et politique qui règne au Soudan, l'envie de s'en sortir exprimée avec rage et désespoir par des dizaines de milliers de jeunes sans réserves, la fragilisation qu'on espère durable des mailles de l'État sont autant de signaux qui indiquent

que la lutte n'est pas éteinte et que, bien qu'érodé, son potentiel demeure.

Un pays capitaliste faible...

Si le Soudan ne fait pas partie des pays capitalistes de premier rang, il n'est pas non plus un pays où le développement capitaliste serait resté à un stade embryonnaire. L'argent de la rente pétrolière (même amputée de la part du Sud devenu indépendant), représente l'essentiel des rentrées de devises étrangères et plus de la moitié des revenus de l'État. Il sert à démarrer le développement industriel, avec notamment la création de la zone industrielle de Giad City, à 30 km au sud de Khartoum sur la rive gauche du Nil bleu. Durant la période précédant la sécession, comme tout État très dépendant de la rente, l'État soudanais a largement utilisé la manne pétrolière pour acheter la paix sociale, en subventionnant le prix du pain, les coûts énergétiques, etc.

La longue histoire d'instabilité politique, de guerres civiles et de conflits complexes entre le Nord et le Sud⁶ et la structuration tribale et religieuse de la société et de l'État ont entravé et entravent encore le développement d'un capitalisme moderne. L'inertie de la puissance coloniale anglaise, puis la domination de l'exécutif par l'armée pour pallier la faiblesse de la bourgeoisie autochtone, ont également freiné le décollage de l'accumulation de capital.

Depuis la sécession du Soudan du Sud en 2011, la situation économique du pays s'est fortement dégradée. Le Soudan a perdu un tiers de son territoire, un quart de sa population, 75 % de ses réserves de pétrole et plus de 75 % de ses recettes fiscales. L'accord de cessation des hostilités avec le Soudan du Sud n'a que partiellement contenu les pertes générées par la sécession⁷. L'économie soudanaise a de plus été mise à rude épreuve par deux décennies d'embargo américain, partiellement levé en 2017. Sur la période

⁶ Au cours des cinq décennies qui ont suivi l'indépendance en 1956, le Soudan a été gouverné par trois gouvernements civils (1956-1958, 1964-1969 et 1985-1989) et trois gouvernements militaires (1958-1964 ; 1969-1985 ; 1989-2019). Les trois gouvernements civils de courte durée ayant été renversés par l'armée (coups d'État militaires d'Abbud en 1958, de Nimeiri en 1969 et d'el-Bechir en 1989).

⁷ Notamment, le Soudan du Sud doit verser au Soudan du Nord une partie de ses revenus pour acheminer son pétrole.

1990-2005 et malgré l'afflux croissant d'investissements directs étrangers, le pays a souffert d'une hausse relativement importante du service de la dette. Comme la plupart des pays africains, l'économie soudanaise repose largement sur les aides étrangères.

Entre 2016 et 2018, le PIB est passé de 55 milliards de dollars à 33 milliards soit une chute de 40 %. La dette de l'État, quant à elle, a explosé, passant de 99 % du PIB en 2016 à 167 % (estimation) en 2018⁸. Face à cette situation, en octobre l'exécutif a adopté un plan de réformes visant l'augmentation des recettes fiscales. Plan qui a été le déclencheur de la révolte de décembre 2018.

Enfin, le Soudan présente un marché du travail marqué par de fortes dualités (rural-urbain⁹ et formel-informel), un taux de chômage élevé (environ 20 % pour l'ensemble de la population en 2018 et autour de 40 % chez les moins de 25 ans en 2004) et une faible participation des femmes. Ce niveau s'explique peut-être par l'urbanisation et la concurrence des travailleurs issus des pays voisins, plus ou moins qualifiés, absorbés par la production, le stockage et le transport d'hydrocarbures. Les salaires les plus élevés sont concentrés dans le raffinage. Ici, les travailleurs gagnent en moyenne près de dix-huit fois plus que les salariés de l'industrie manufacturière.

... mais à fort potentiel de développement

L'économie soudanaise ne se résume pas à ce sombre tableau. Sa structure a sensiblement évolué, la prédominance absolue de l'agriculture étant contrebalancée par la montée en puissance rapide du secteur pétrolier. Si l'agriculture et l'élevage représentent encore au moins le tiers du PIB et plus de 50 % des emplois (principalement autour des Nil blanc et bleu), l'industrie, avec environ un quart du PIB et presque 20 % des emplois, leur emboîte le pas. Elle est dominée par le secteur pétrolier dont l'essor a renforcé les activités de transport et de BTP (notamment dans la construction de barrages).

⁸ Source : FMI, *World Economic Outlook Database*

⁹ La majorité de la population du Soudan est rurale (65 %, nomades inclus) par rapport à la minorité de la population urbaine (35 %). Source :

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/su.html>

En 2008, la Banque mondiale classait le Soudan comme troisième plus grand producteur de pétrole en Afrique subsaharienne, derrière le Nigeria et l'Angola.

Le Soudan a affiché l'une des croissances économiques les plus importantes de la région subsaharienne, en moyenne de 4 % par an entre 2000 et 2015, contre 2 % pour l'ensemble du sous-continent). Le pays jouit d'une forte hausse démographique¹⁰ couplée à une espérance de vie plutôt faible (64,4 ans). Sur une population d'environ 44 millions d'habitants, la moitié est âgée de moins de 19 ans, la population active croît en conséquence, grimant de 7,5 millions en 1998 à 11,7 millions, en 2018¹¹.

Bien que moins développé qu'en Algérie, le capitalisme soudanais dispose d'un secteur industriel non négligeable, dont un florissant secteur de l'armement, représenté par le groupe étatique MIC (*Military Industry Corporation*). De plus, en vertu des ressources hydriques du système nilotique et de ses vastes terres arables et pâturages¹², le Soudan a toutes les chances de devenir une puissance agricole incontournable pour le continent africain. L'agriculture reste l'activité centrale au Soudan bien que sa part dans l'emploi diminue régulièrement (60,74 % en 1993 ; 51,08 % en 2004). L'agriculture d'autosubsistance prédomine (60 % des terres cultivées, 50 % de la production totale) tandis que les rendements des parcelles modernisées (irriguées ou mécanisées) demeurent faibles. Le Soudan est importateur net de céréales pour nourrir une population en hausse. À l'inverse, il exporte coton, sésame, gomme arabique (80 % de la production mondiale), arachide et sorgho.

La Chine impérialiste a mis la main sur les ressources pétrolières du Soudan par le biais du contrôle de la GNPOC¹³. Les

¹⁰ La population est passée de 10 millions en 1956 à 39 millions en 2008 et à plus de 41 millions d'habitants, en 2019. Pour comparaison, le Soudan du Sud comptait 12,8 millions d'habitants en 2018.

Source : www.populationdata.net/pays/soudan

¹¹ Source : <https://data.worldbank.org/country/sudan>

¹² Le Soudan a le deuxième cheptel le plus important du continent africain (130 millions d'animaux).

¹³ Le consortium des sociétés d'exploitation du pétrole du Grand Nil (*Greater Nile Petroleum Operating Company*) est dirigé par la CNPC (*China National Petroleum Corporation*) qui en détient la plus grande part (40 %) ; suivie de Petronas de Malaisie (30 %) ; la société indienne Oil and Natural Gas

exportations soudanaises de pétrole couvrent 5 % des besoins chinois actuels. Près de 80 % des exportations pétrolières du Soudan partent vers la Chine, ce qui fait de celle-ci son plus gros importateur de pétrole. Pékin a progressivement accru son « aide au développement » ainsi que ses prêts et « dons » au Soudan. Sur la période 2000-2007, dans la plus pure tradition impérialiste, la Chine a contribué pour plus du tiers du total des investissements étrangers dans l'ensemble des activités (38,67 %) du pays et pour près de la moitié du total des investissements étrangers dans le secteur pétrolier (47,63 %). En revanche, les investissements de la Chine dans l'industrie (0,56 %), les services (0,08 %) et l'agriculture (0,02 %) restent marginaux¹⁴. En novembre 2007, les investissements chinois cumulés dans le secteur pétrolier soudanais s'élevaient à environ 6 milliards de dollars.

Outre le secteur pétrolier, la CNPC a réalisé la construction d'une usine de production de polypropylène, d'une capacité de 15 000 tonnes par an. Elle détient également quelques stations-service et un réservoir au Soudan, et possède 50 % des actifs d'une usine de produits chimiques à Khartoum, la Khartoum Chemical Industry Company Ltd, ainsi que l'ensemble du Sudanese Petrochemical Trade Project¹⁵.

Un État capitaliste affaibli par l'archaïsme tribal

La structure de la société civile du Soudan est fondée sur la primauté du système tribal¹⁶. Là où l'État est absent, c'est le chef coutumier qui représente son autorité. Il s'agit d'un centre de pouvoir parallèle en regard de l'incapacité de cet État à s'enraciner sur la totalité de l'immense territoire du pays et à asseoir sa légitimité et sa domination sur l'ensemble de la population. Concentré sur son pré carré, à savoir Khartoum et ses environs,

l'exécutif a toujours délaissé les régions périphériques.

Les trois groupes tribaux dominants sont les Ja'alivin, les Shaikia et les Danaglat, tous trois arabes. Les tentatives d'arabisation et d'imposition de la charia aux populations non-arabes se sont soldées par des échecs patents. L'islamisation forcée a été pour partie le déclencheur des conflits meurtriers survenus entre l'armée régulière, appuyée par des milices, et des groupes rebelles. Par-delà les problématiques religieuses, la raison réelle de ces affrontements doit être recherchée dans la répartition des terres, l'accès à l'eau, ainsi que dans la marginalisation des régions périphériques. Le régime a toujours joué la division entre tribus ou groupes « ethniques »¹⁷. Ce qui explique en partie les guerres qui ont frappé au fil du temps plusieurs régions du Soudan : Darfour, Kordofan du Sud, Nil bleu, Sud du Soudan. Ces fractures politiques, « ethniques » et religieuses recourent les frontières géographiques internes et sont le reflet d'un marché intérieur dont l'unification est encore aujourd'hui inachevée.

Toutefois, il serait erroné de conclure que le régime est agonisant. L'État soudanais despotique tire toujours son aliment de la rente foncière (pétrole, or, etc.), du pillage généralisé des masses paysannes des provinces agricoles ainsi que de la rapine de portions relativement importantes de plus-value issue des manufactures et des quelques industries modernes.

D'un autre côté, l'État soudanais est incapable de représenter le capital dans son expression la plus développée en raison de ses racines tribales. Son mode spécifique de reproduction et de domination basé sur le clientélisme et la corruption est contradictoire avec la recherche du profit maximum et la

Corporation (25 %) et la société Sudapet du gouvernement soudanais (5 %). Source : <http://www.gnpoc.com/Pages/mission-statement.aspx>

¹⁴ Source : Samia Mohamed Nour. *Technological Change and Skill Development in Sudan*.

¹⁵ Source : Yitzhak Shichor, « Sudan : China's outpost in Africa », China Brief, The Jamestown Foundation, October 13, 2005, vol. V, n° 21.

¹⁶ Le Soudan est composé de 570 tribus réparties en 56 ethnies.

¹⁷ En août 2019, des affrontements meurtriers entre Nouba et Beni Amer se sont produits dans la ville de Port-Soudan causant 37 morts et 200 blessés. Ces violences sont la continuation d'affrontements précédents, au mois de mai, dans l'État d'Al-Qadarif. Les Nouba et les Beni Amer se disputent l'accès à l'eau. Les Nouba vivent sur les monts éponymes, au Kordofan du Sud. Ils sont en rébellion contre le pouvoir central, et celui-ci « joue la carte » des Beni Amer pour les réprimer. Les bombardements de l'armée régulière ont provoqué l'exode de 500 000 Noubas vers, entre autres, Port-Soudan.

libre concurrence, mouvement propre à la reproduction du capital. Jusqu'ici, l'absence d'une représentation politique adéquate et stable de la société civile, et d'un climat approprié des affaires créent des frictions qui lui imposent de ne pas renoncer au contrôle répressif le plus inflexible.

Le facteur géopolitique

L'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Iran verraient d'un très mauvais œil l'installation d'un régime démocratique au Soudan. Ceci dit, l'Égypte a besoin d'un voisin stable, ce qui explique que le Caire ait été parmi les premiers à exprimer son soutien au « *choix du peuple soudanais* » et, surtout, au Conseil militaire de transition.

Khartoum entretient des relations diplomatiques complexes avec ses voisins mais aussi avec l'Iran, les États-Unis et l'Europe. Le prix à payer pour la levée de l'embargo étasunien, en 2017, a été d'adhérer à la coalition anti-chiite anti-iranienne conçue à Washington et menée par les Saoudiens. L'adhésion de Khartoum a été gagnée en échange d'un soutien financier et de la fin de l'isolement diplomatique. Le Soudan a donc resserré ses liens avec les Émirats et l'Arabie saoudite. Aussi, Khartoum a accepté d'envoyer des milices au Yémen pour combattre les Houthis¹⁸. Or, le Soudan fut un allié indéfectible de l'Iran, qui arme et finance ces derniers...

Toujours à la recherche de financements extérieurs, le Soudan a signé en 2016 un accord avec l'Union européenne. La mission qui lui a été attribuée en échange de 200 millions d'euros est de bloquer les migrants de la Corne de l'Afrique qui se dirigent vers la Libye¹⁹.

¹⁸ Dans son édition du 29 décembre 2018, le *New York Times* relate les détails de l'embrigadement de milliers d'enfants soldats dans les rangs des milices et des troupes envoyées par Khartoum pacifier le Yémen. « *Ils sont environ 14 000 miliciens payés 10 000 dollars en guise de prime d'enrôlement. Parmi eux, un grand nombre d'enfants âgés de 14 à 17 ans, originaires des tribus du Darfour.* »

¹⁹ Les gardes-frontières appartiennent aux Forces de soutien rapide, dépendant du NISS et constituées d'anciens paramilitaires, les Janjawid, coupables d'avoir commis des atrocités au Darfour. Certains d'entre eux sont devenus des passeurs. Ils sont accusés de violences sexuelles et d'extorsion envers les migrants ainsi que de trafic d'êtres humains.

Où va le mouvement ouvrier ?

La situation au Soudan démontre que les luttes de classe défensives, économiques continuent, même à une époque où la classe révolutionnaire est absente. En rupture avec la défense des intérêts du capital national, les luttes revendicatives classistes qui ont vu le jour dans les grandes villes du Soudan et dans leurs quartiers populaires visent l'amélioration de la condition des exploités – dans le cadre de la domination du capital – et alimentent le mouvement démocratique bourgeois. Ce dernier point constitue une différence avec la situation en Algérie où les luttes de classe sur le terrain de la production sont restées indépendantes du mouvement démocratique, bien que certainement facilitées par le contexte général de contestation. Autre différence, en Algérie la société civile du capital en ébullition peine à se donner une représentation, tandis que le mouvement démocratique bourgeois au Soudan dispose, lui, d'organisations et de représentants prêts à intégrer l'exécutif.

Au Soudan, comme en Algérie et ailleurs²⁰, à aucun moment, la classe ouvrière n'a réussi à émerger « en tant que classe » et n'a tenté de se singulariser des autres classes. Elle n'a donc pas esquissé une critique pratique de la démocratie bourgeoise, horizon politique borné de ces révoltes. Quant à lui, le mouvement démocratique bourgeois a été parfaitement capable de contenir et d'encadrer les revendications de classe.

République démocratique ? Révolution prolétarienne !

« *Ô si Marx avait assez vécu pour voir se vérifier en France et en Amérique sa thèse selon laquelle la république démocratique n'est rien d'autre que le terrain sur lequel se livre la bataille décisive entre bourgeoisie et prolétariat.* » (Lettre d'Engels à Bebel, 18 août 1886).

Mouvement communiste fait sienne cette considération d'Engels et reconnaît, en effet, qu'encore aujourd'hui la république démocratique demeure le meilleur terrain pour

²⁰ Voir notre lettre parue en mai 2015 : « Que signifie la résurgence des mouvements démocratiques ? », in <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1540%20FRvF%20.pdf>

L'affrontement politique direct entre classe exploitée et classes dominantes, le cadre où les rapports sociaux du capital sont les plus dévoilés, les plus clairs. Mais ceci n'a de sens qu'à la condition que le prolétariat se constitue en parti politique indépendant. En cas contraire, comme dans cette phase historique débutée par la défaite de la tentative révolutionnaire en Chine en 1989, quand les exploités ne parviennent pas à se singulariser politiquement et de façon organisée de la société civile du capital, l'instauration de la république démocratique, la forme d'État la plus idoine à la domination du capital, ne changerait rien à cette dernière.

Les libertés politiques que la république démocratique offre renforcent, au lieu de contenir, la dictature du mode de production capitaliste sur sa société civile. La démocratie bourgeoise est le pendant idéal du despotisme de la valeur car elle occulte les rapports de production – donc l'exploitation –

Lutte politique indépendante des exploités qui, si elle était poursuivie avec détermination et organisation, décrèterait la fin de la farce de la liberté, de l'égalité et de la fraternité et dissoudrait la démocratie de façade reposant sur le despotisme réel en application à l'usine. Despotisme étendu à la société tout entière. Aujourd'hui, dans les pays de la périphérie du capitalisme où sévissent encore des dictatures surannées, en raison de l'absence politique indépendante des exploités, les sociétés civiles tentent de se « libérer » à l'aide de révoltes et de rébellions interclassistes. Ces épisodes pourraient créer un terrain plus favorable aux ouvriers pour s'insurger contre le capital. Malheureusement, à ce stade, il n'est guère dit que cette opportunité soit saisie par le prolétariat. Et il n'est pas dit non plus que ce dernier se débarrasse des illusions démocratiques bourgeoises, ni qu'il soit capable de détruire la communauté illusoire du capital organisé en société civile. Aussi, les segments de la société civile du capital qui remettent en cause des aspects secondaires de la domination de classe ne sauraient aller jusqu'au bout de leurs aspirations et pratiques libertaires si le prolétariat en lutte ne leur tend pas la main en les intégrant dans son plan de renversement du capital et de son État. Aujourd'hui on en est là.

derrière l'écran de fumée de l'égalité politique et des droits individuels. Ces droits formalisés deviennent ainsi une camisole de force supplémentaire pour la société civile. Une camisole légère et peut-être attrayante mais certainement plus efficace que celle, frustrante et en mailles d'acier, que les dictatures tricotent. Ainsi, la revendication de la république démocratique ne peut pas être inscrite à l'agenda de la lutte politique indépendante du prolétariat. Ce qui, bien entendu, ne signifie guère que la dictature serait, implicitement et par un retournement paradoxal, un meilleur terrain pour le déclenchement de la lutte de classe.

Au contraire, les combats contre les dictatures tendent, en l'absence de l'autonomie ouvrière, à s'engluer dans le marais démocratique et antifasciste en laissant la guerre au capital au second plan dans la meilleure hypothèse.